

préconise—ni une attitude de désaccord avec la politique américaine, mais bien une affirmation d'une politique propre au Canada qui peut, je dirai même qui doit se trouver dans certains cas très proche de la politique des États-Unis. Ce que je déplore, c'est ce que je considère comme une espèce de réaction automatique du Canada. Il y a des exceptions mais, dans l'ensemble, il y a une tendance à suivre les États-Unis en matière de politique étrangère qui a contribué, selon moi, à flétrir aussi bien la réalité que l'image d'un Canada distinctif. Mais il ne s'ensuit pas que les liens importants qui existent entre notre pays et les États-Unis seraient automatiquement tranchés. Je ne vois aucune raison pour qu'ils le soient du fait que le Canada aurait décidé que, dans certains domaines, pour certaines questions précises, ou plutôt ce que j'appellerais de domaines névralgiques de politique étrangère et de défense, il suivrait sa propre voie pour s'efforcer non seulement d'atteindre ses propres objectifs dans l'intérêt du pays, mais aussi dans l'ensemble de consolider ses liens avec un tiers monde qui serait disposé à accorder plus de confiance à des initiatives de ce genre de la part du Canada qu'auparavant. Je ne vois donc pas du tout que nos relations économiques doivent en souffrir.

M. Macquarrie: Vous avez discuté avec nous de façon utile la question de notre crédibilité auprès du monde non aligné. Ne faut-il pas aussi accorder de l'importance à notre crédibilité auprès du monde aligné. Il est naturel que les chefs d'État des pays membres de l'OTAN ne puissent pas exprimer publiquement ce qu'ils pensent de notre attitude introspective actuelle. Ce pauvre président Kennedy s'est créé des ennuis pour avoir dit publiquement seulement qu'il serait bon que nous devenions membres de l'OEA. Cela est bien net. Mais je suis certain—je suis convaincu—qu'il ne se trouverait personne dans les chancelleries des 14 autres pays membres pour se réjouir si nous nous retirions de l'OTAN. En le faisant, ne perdriions-nous pas leur confiance?

M. Brecher: Monsieur Macquarrie, la réponse que je peux vous faire, c'est que je suis d'accord avec vous sur certains points, c'est-à-dire qu'il y a toujours une certaine mesure de mécontentement, exprimé publiquement ou en privé, plus sûrement en privé, quand un membre se retire d'un cercle.

Ce que j'espère, d'après mes observations du comportement des diplomates et des diri-

geants politiques, c'est que ce mécontentement n'irait pas sans un respect renouvelé du Canada dans le monde, même parmi ces dirigeants et ces chancelleries, surtout s'ils sont aussi intelligents que je le crois, et qu'ils comprendront parfaitement qu'une telle attitude ne constitue pas en soi de l'hostilité vis-à-vis de l'OTAN ou de ses membres, ni une rupture de nos relations, mais plutôt un élargissement du cadre des relations du Canada avec d'autres régions du monde qui comporte l'abandon d'un alignement militaire direct sans, d'après moi, nuire aux liens historiques du Canada avec les pays de l'Europe occidentale.

J'irai plus loin, je dirai que, même si nous nous trompons en prêtant tant de sagesse et de compréhension à ces chefs, il n'en est pas moins vrai que la politique étrangère du Canada doit tenir compte non pas de ce qui convient ou ne convient pas aux autres pays, mais bien de ce qui sert les intérêts de notre pays, tels que nous les concevons.

M. Macquarrie: Il ne s'agit pas d'un concours de popularité, mais notre pouvoir effectif pourrait diminuer si notre crédibilité diminue auprès d'un groupe de la communauté mondiale.

M. Brecher: En toute justice et sincérité, je dois dire qu'il m'est difficile de comparer quantitativement la confiance que nous perdons d'un côté et celle que nous acquérons d'autre part pour établir le bilan de la politique internationale du Canada.

• 1625

M. Macquarrie: Il est difficile, en effet, de prédire les conséquences. Ma dernière question aura trait à ce que je suis assez vieux jeu pour croire l'aspect le plus important de notre politique étrangère, nos relations bilatérales avec nos voisins du Sud. Je crois que, ce matin, vous vous êtes défendu d'avoir dit que le Canada devrait offrir son espace aérien aux États-Unis. Seriez-vous d'avis que nous le leur refusions ou que nous essayions de le faire?

M. Brecher: Pour ma part, oui, car je considère cela inutile et bien plus dangereux pour la souveraineté *de facto* du Canada que les accords actuels dans le cadre de NORAD, qui donnent l'impression de convenir à toutes les parties mais qui, en réalité, accordent beaucoup d'influence en ce qui concerne les déci-